

LE SOCIALISME

Le 13 janvier 2024

Je n'ai pas réussi à faire plus court, désolé. Mais on aborde différents sujets, et pas que politique.

Demain et la semaine prochaine repos forcé, c'est Pongal lundi, en famille.

- Pongal is the most popular festival of South India. The Pongal festival is also known as the harvest festival of India.

La fête de la première moisson de l'année la plus populaire de l'Inde du Sud.

Sinon, soleil, temps radieux, 27°C à l'ombre l'après-midi, bonne humeur, santé stable, on tiendra ! Toujours avec une pensée affectueuse et fraternelle pour nos malheureux amis palestiniens et yéménites.

Nous organiser pour abattre le capitalisme est notre priorité absolue.

Tina ou le socialisme.

On vous avait pourtant prévenu : There is no alternative (Thatcher). Il n'existe pas d'alternative au capitalisme, et en refusant obstinément de vous tourner vers le socialisme vous lui avez donné raison.

On en est toujours là 44 ans plus tard.

Affaire Depardieu. Défense de la liberté d'expression et du principe de la présomption d'innocence.

Au nom de la justice sociale, les procureurs et geôliers qui sont parmi nous menacent nos libertés fondamentales.

Le courant politique d'extrême gauche qui se réclame de la lutte de classe et diffuse le magazine Frustration, vient de prendre position contre le principe de la présomption d'innocence. C'est son droit, mais dans ce cas-là il doit en assumer toutes les conséquences, dont celle de s'exclure lui-même du mouvement ouvrier, dans la mesure où le pendant de la position qu'il a adoptée n'est rien d'autre que le système anglo-saxon, qui privilégie la présomption de culpabilité et peut priver de liberté toute personne qui ferait l'objet d'une plainte sans qu'elle soit assortie de preuves prouvant que la personne mise en cause aurait commis un délit, la preuve de son innocence incombant à cette dernière, et si elle n'était pas

en mesure de la fournir elle pourrait moisir en prison pendant des années ou des décennies comme cela se produit couramment aux Etats-Unis notamment.

Le principe de la présomption d'innocence est un et indivisible.

Le principe de la présomption d'innocence implique au départ que tout citoyen bénéficie de la liberté de mouvement dans la société, il est donc libre de se déplacer dans l'espace public réservé à l'ensemble des membres de la collectivité, il n'a a priori rien à se reprocher ou à prouver, et la liberté qui lui est accordée est inconditionnelle, et elle le demeure aussi longtemps qu'il n'empiète pas sur celle d'autrui.

Le principe de la présomption de culpabilité au contraire part du constat que la liberté qui est accordée à chaque citoyen est conditionnée et suspendue à l'obligation de pouvoir fournir en permanence la preuve qu'il la mérite vraiment, dans le cas contraire ou devant répondre à une plainte portée contre lui, elle peut lui être retirée temporairement ou pour une durée indéterminée à tout moment sans autre forme de procès selon la gravité de l'accusation à laquelle il doit faire face, aussi longtemps qu'il n'aura pas été en mesure de prouver son innocence.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est qu'avec le principe de la présomption d'innocence des coupables potentiels risquent de rester en liberté ou de ne jamais être jugés, tandis qu'avec le principe de la présomption de culpabilité, ce sont des innocents qui seront potentiellement privés de liberté.

Par conséquent, quel que soit le principe retenu, il est inévitable que des citoyens soient victimes d'injustices, il faut donc convenir qu'aucun des deux n'est satisfaisant, cependant c'est mal poser le problème ou l'essentiel est ailleurs, cette question est d'une extrême gravité quant à ses implications politiques.

Ceux qui adoptent le principe de la présomption de culpabilité, n'ont semble-t-il pas compris, qu'il s'inscrivait dans le cadre de l'idéologie totalitaire de la classe dominante, qu'il était la traduction dans le droit d'un autre principe, celui de l'abus de pouvoir pratiqué par ceux qui le détiennent au détriment de ceux qui n'en ont aucun, le peuple en général. C'est ainsi qu'au nom de ce principe la classe dominante se livre désormais ouvertement sans modération ou dans des proportions gigantesques à des guerres effroyables, des massacres de masse, des génocides, détentrice de tous les pouvoirs, elle est à la fois juge et partie, ce qui explique pourquoi cet abus de pouvoir est par nature compatible ou cautionne le fascisme et le nazisme, il contribue à les mettre en place pour peu qu'on n'y prenne pas garde.

Autres significations politiques.

Ceux qui adoptent le principe de la présomption de culpabilité entendent s'en prendre aux imperfections du principe de la présomption d'innocence qui sont inhérentes à la nature du régime, et qui ne disparaîtront pas tant qu'il demeurera en place. Autrement dit, quelle généreuse intention de vouloir corriger ces imperfections, toutefois on est en droit de s'interroger sur leurs réelles intentions dès lors qu'ils s'emploient à donner un visage plus humain à ce régime, ce qui vous avouerez est une étrange et malsaine préoccupation pour des gens qui prétendent le combattre, non ?

Ce n'est pas un hasard s'ils se retrouvent en si mauvaise compagnie ou sous influence de l'idéologie anglo-saxonne totalitaire de Davos, la pire réaction, idéologie libérale libertaire d'extrême droite qui a envahi les esprits de ce qu'on appelait à tort hier la gauche et l'extrême gauche, s'ils sont par ailleurs adeptes du wokisme et de la cancel culture, s'ils participent à toutes les campagnes de mystification et instrumentalisation initiées par les sommets de l'oligarchie financière, s'ils favorisent le communautarisme... Bref, s'ils sont systématiquement de tous les mauvais coups portés contre les masses, en leur nom s'il vous plaît. Sont-ils d'incurables imbéciles, des charlatans ou des agents conscients à la solde de nos ennemis infiltrés dans le mouvement ouvrier, à vous d'en juger.

Nous devons défendre inconditionnellement le principe de la présomption d'innocence, bien qu'il présente des imperfections. Pourquoi ? Parce que finalement il est le garant du peu de liberté dont on dispose dans la société capitaliste, et il constitue l'un des derniers obstacles ou remparts à l'établissement d'un régime autoritaire ou totalitaire, fasciste.

Assez ! Les imposeurs doivent être démasqués.

On en est arrivé en France (partout en occident), où l'atmosphère est devenue irrespirable, pestilentielle à cause de ces justiciers ou inquisiteurs adeptes de la chasse aux sorcières qui nous renvoie au Moyen-Âge, quand régnait le principe de la loi du plus fort ou l'abus de pouvoir était élevé au rang de principe de gouvernance. Car désormais dans la vie quotidienne n'importe qui se permet d'accuser n'importe qui d'avoir commis n'importe quoi sans en produire la moindre preuve et sans être inquiété par la justice aux ordres pour avoir porté de fausses accusations, pire, puisqu'elle se fait un malin plaisir de donner suite à ces plaintes, sachant qu'elle seront instrumentalisées par les médias mainstream et les médias ou réseaux dits sociaux, et qu'il se trouvera suffisamment d'écervelés ou de cerveaux conditionnés dans la société, ainsi que des acteurs politiques institutionnels pour prendre le relais et soutenir cette entreprise de nature liberticide.

Qu'ils soient partis de l'affaire Depardieu montée en épingle importe peu, ce personnage ne nous intéresse pas en soi. On se demandera pourquoi ils s'en sont pris à Macron après qu'il a défendu la présomption d'innocence,

Les auteurs de cet article revendiquent le droit de réclamer des sanctions contre l'acteur, tout en prétendant dans un premier temps défendre le principe de la présomption d'innocence... pour ensuite le violer allègrement. En voici la preuve si vous n'avez pas le temps de lire leur article, quelques extraits :

<https://www.frustrationmagazine.fr/presomption-innocence/>

- Pour respecter la présomption d'innocence, faudrait-il ne pas évoquer ces affaires et ne réclamer aucune sanction, qu'elles soient d'ordre symboliques, professionnelles ou matérielles contre les accusés tant que la justice n'a pas « *fait son travail* » comme le disent les éditocrates bourgeois ?

En aucun cas.

- ...rien ne m'interdit de dire que je crois ces femmes, que leur parole doit être entendue et qu'en attendant que la justice fasse son travail (ce qui peut prendre des plombes), je souhaite

qu'il n'apparaisse plus sur nos écrans et que la honte qu'il se tape déjà depuis des décennies aux Etats-Unis s'étende à l'ensemble du globe.

- ...nous ne pouvons pas suspendre notre jugement à celui de la police et de la justice dont les chiffres – et les exemples autour de nous – montrent qu'il est encore trop limité, voire favorable aux agresseurs. Nous devons travailler collectivement à le changer mais, en attendant, soutenir les victimes et faire tomber les puissants présumés coupables de leur piédestal.

J-C – La police, la justice, c'est moi ! Pour qui se prennent-ils ?

Ces justiciers se destinent bien à agir en place et lieu " *de la police et de la justice*", à ce compte-là on en arrive rapidement à justifier le fait de se faire justice soi-même, c'est la loi de la jungle leur modèle de société, celle revendiquée par Netanyahu par exemple.

Qui est victime, qui est victime d'injustice à cette heure ?

Et puis de quelles victimes parlent-ils, de ces femmes ou de Depardieu qui n'ose plus sortir de chez lui par crainte d'être lynché en public par ces miliciens de l'ordre nouveau, tandis que ces femmes ne sont pas inquiétées ou sont libres de leur mouvement ? Désolé, lui il peut prouver qu'il est victime d'entrave à sa liberté de mouvement, après avoir été déclaré coupable sans preuve, sans défense ni jugement, pas ces femmes jusqu'à preuve du contraire.

Qui est aux commandes du mouvement féministe ? Quelle est son orientation politique ?

J-C - Le collectif dont il va être question ci-dessous est un acteur politique important dans la mesure où il regroupe plus de 70 organisations. Il est plébiscité par la majorité des organisations féministes, il bénéficie du soutien de la gauche pourrie (libérale libertaire) et d'une grande partie de l'extrême gauche dégénérée qui participent à ses opérations, ainsi que l'ensemble des institutions de la Ve République, de l'UE et de l'ONU, autrement dit on est en présence d'une entreprise qui relève de la collaboration de classes, qui instrumentalisent les injustices dont les femmes sont victimes, dans le but de les organiser afin de pouvoir dévoyer leur lutte de classe ou lui fixer une orientation politique conforme aux intérêts de la réaction dont l'existence de cette officine dépend.

Rappelons qu'à travers Depardieu, ce n'est pas la dignité des femmes qu'elles défendent, mais la liberté d'expression qu'elles attaquent.

Il faut bien comprendre que dans toute société soumise à l'exploitation capitaliste, il existe des rapports de classes entre dominants et dominés qui vont se traduire par des injustices sociales, dont seront victimes à des degrés divers les différentes catégories de personnes qui la composent, particulièrement les plus faibles ou défavorisées. Ces injustices sociales donneront lieu à des idées et des comportements qui ne seront pas orientés contre les institutions ou le régime en place, parce que les masses n'ont pas conscience des conditions qui sont à l'origine de ces idées ou de ces comportements.

Des acteurs triés sur le volet propulsés sur le devant de la scène politique par la réaction et ses médias profiteront de cette lacune pour les dresser contre des boucs émissaires qu'ils auront désignés à cet effet, ce qui aboutira à un affrontement général entre tous les acteurs sociaux de la société, entre toutes les générations. Puis, ils profiteront du chaos ou de la confusion générale qu'ils auront délibérément engendrée, pour mieux instrumentaliser les illusions des masses ou leur immaturité politique, et sachant qu'elles vouent un culte au pouvoir ou aux puissants, ils subordonneront leur combat au régime à l'origine de ces injustices sociales en demandant à ses représentants d'y mettre un terme. Autrement dit, ils les dirigeront dans une impasse politique, puisque ces représentants du régime n'auront ni l'intention ni les moyens de prendre en compte leurs revendications.

Pire, Macron et son gouvernement fort de cette caution politique inespérée, en profitera pour appliquer la suite de son programme ultra réactionnaire. Les critiques des autorités aux relents radicales en apparence qui émaillent le discours de ces charlatans, ne sont destinées qu'à mettre en confiance les masses et la jeunesse pour mieux les embobiner ou les berner sur leurs véritables intentions ou objectifs politiques en tant qu'agents de la réaction.

Comment cela est-il possible ? Parce que ces éléments qui sont pour la plupart étrangers au mouvement ouvrier, bénéficient à la fois de son soutien et de celui de la réaction, ils partagent la même orientation politique. Ils n'organisent pas les masses, ils n'ont pas du tout l'intention de rompre avec Macron, les institutions ou le capitalisme, bien au contraire, ils en sont les alliés objectifs. Leur unique raison d'être, est de capter le mécontentement des éléments des masses les plus déterminés qui rejettent la politique de Macron, leur donner un os à ronger en les appelant à toutes sortes d'actions sans lendemain ou disloquées, afin qu'ils ne réalisent pas l'unité sur la base des enseignements de la lutte de classe du prolétariat du passé ou ne renouent pas avec la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, avec le socialisme.

Tous les mouvements, toutes les organisations, associations, ONG ont été créés en mettant en avant des revendications partielles concernant ou ciblant chacune une couche particulière des masses, sur la base d'un critère catégoriel, communautaire, qui ont été extraites du programme politique de la classe ouvrière, afin qu'elles ne soient plus reliées à ses objectifs politiques qui étaient par nature collectif ou rassemblaient l'ensemble des exploités et leurs intérêts de classe, de manière à faire disparaître le facteur qui était le garant de son indépendance de classe, sans lequel la classe ouvrière ne peut pas mener son combat politique contre le régime, il s'agit donc d'une opération politique liquidatrice tournée contre le mouvement ouvrier, pour interdire à la classe ouvrière de s'organiser sur son propre terrain de classe.

La présentation ou la nature des membres de ces organisations ne laisse aucun doute sur leur véritable intention réactionnaire. Ce n'est pas moi qui l'invente, lisez plus loin, ils l'ont écrit noir sur blanc.

J'appelle tous les lecteurs à fuir toutes ces organisations et à s'organiser dans le mouvement ouvrier en fonction de la sensibilité politique de chacun. J'ai été tenté malgré moi de construire un nouveau courant politique affilié au mouvement ouvrier. J'ai échoué parce que je bénéficie de conditions défavorables contre lesquelles je suis impuissant, dont acte. Alors rejoignez le parti de votre choix, il en existe qui valent mieux que d'autres, aucun n'est parfait, certes, vous ne l'êtes pas non plus à ce que je sache, n'est-ce pas ? Un peu de modestie fera du bien à tout le monde, et puis c'est en confrontant nos idées qu'on progresse, qu'on corrige nos erreurs, soyons optimiste, ne donnons pas des leçons aux autres que nous ne sommes pas

capables de mettre en pratique, s'il vous plaît. Une grande partie de nos ressentiments ne sont pas justifiés ou relèvent du procès d'intention, on doit l'admettre, notre inconscience nous joue souvent de mauvais tours, cela vaut pour tous les militants ou dirigeants.

Si les meilleures intentions du monde ne font pas un programme révolutionnaire, au moins elles sont respectables, respectons nos petits camarades qui luttent pour le socialisme avec lesquels nous avons des désaccords. Militons ensemble, personne n'est obligé de renier ses idées ou d'adopter de force celles des autres, faisons preuve de détermination et d'audace, de courage, affirmons notre droit à posséder ou à développer notre propre personnalité en respectant celle des autres, sans indépendance nous sommes perdus, si nous bradons nos principes aussi. Avant de porter un jugement, définitif, quelle horreur ! Prenons le temps de bien réfléchir avant de nous prononcer sur quoi que ce soit, nous ne regretterons pas plus tard.

Mes meilleurs vœux ou je vous souhaite le meilleur pour la suite, on va en avoir besoin, serrons les rangs et continuons le combat, on vaincra !

Affaire Depardieu : le collectif "*Grève féministe*" appelle à des rassemblements ce jeudi en France - francebleu.fr 11 janvier 2024

Le collectif "*Grève féministe*" qui regroupe des dizaines d'associations appelle à des mobilisations devant les préfetures et les tribunaux partout en France ce jeudi, après le soutien apporté par Emmanuel Macron à Gérard Depardieu. francebleu.fr 11 janvier 2024

Epilogue le jour même.

Les rassemblements initiés par des associations féministes dans une trentaine de villes, à Lille, Toulouse ou encore Marseille, ont réuni chacun quelques dizaines de personnes, davantage à Paris avec 300 à 400 personnes.

Trois membres des Femen ont brandi, seins nus, des pancartes sur lesquelles on pouvait lire « *Brisons le silence et le vieux monde* » « *patriarcat tu es foutu, #metoo est dans la rue* ». Le HuffPost 12 janvier 2024

J-C – Un flop monumental, il faut dire que cette association qui bénéficie d'une tribune dans les médias revendique seulement 700 adhérents, ce qui est très peu, dans ces conditions on se demande comment elle a pu organiser des manifestations dans une trentaine de grandes villes, quand on sait à quel point il est difficile de constituer une organisation et de disposer de moyens pour financer la moindre action d'envergure, qui plus est nationale. J'ignore qui la finance ou quelles sont ses généreux donateurs, ce qui suit pourrait nous renseigner sur leurs origines.

Lu dans leur document.

L'association est membre du Haut Conseil à l'égalité femmes-hommes et y est représentée par Céline Piques, co-présidente de la Commission Violences. **(Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes est une instance consultative indépendante française, créée le 3 janvier 2013 et placée auprès du Premier ministre. Source : Wikipédia. – J-C)**

L'association est membre du Centre Hubertine Auclert. Le Centre Hubertine Auclert est le centre francilien pour l'égalité femmes-hommes. **(Créé à l'initiative du Conseil régional d'Île-de-France. Source : iledefrance.fr – J-C)**

Osez Le Féminisme ! fait partie de réseaux européens : la Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes, le European Network of Migrant Women et le collectif Brussels Call. Ces collectifs nous permettent d'inscrire notre travail de plaidoyer à l'échelle internationale et de nous adresser aux institutions européennes dont les recommandations conditionnent pour beaucoup la politique des différents Etats membres et a des répercussions directes sur les droits des filles et des femmes sur le terrain. **(La totalité de ces officines sont liées, pilotées ou émanent de l'Union européenne, du Parlement européen. – J-C)**

L'association est membre de la Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF) et Alyssa Ahrabare, co-présidente d'Osez le Féminisme, en est la vice-présidente. La CLEF est une ONG de plaidoyer qui anime un réseau de près de soixante-dix associations pour l'égalité et les droits des femmes en France, en Europe et à l'international. **(La collusion entre cette association et ce lobby européen également lié à l'ONU est ainsi ouvertement revendiquée, voir leur fiche dans Wikipédia. – J-C)**

Le LEF a été créé en 1990 à l'initiative de fonctionnaires de l'Union européenne, dans un contexte d'institutionnalisation du féminisme. S'inspirant du réseau européen de femmes né en 1983 (ENOW), il a pour objectif d'informer les associations féminines et d'influencer les institutions européennes en faveur des femmes. **(Cornaquée par des « fonctionnaires de l'Union européenne », on n'invente rien. – J-C)**

Osez le Féminisme ! est membre de l'European Network Of Migrant Women (le réseau européen des femmes migrantes). **(A l'instrumentalisation de la condition des femmes vient s'ajouter celle des migrants, plus loin, des questions environnementales, de manière à couvrir un vaste champ des conséquences de la survie du capitalisme auxquelles des millions de travailleurs et jeunes sont sensibles.)**

C'est une plate-forme féministe, laïque et non partisane, dirigée par des femmes migrantes qui défend les droits, les libertés et la dignité des femmes et des filles migrantes, réfugiées et appartenant à des minorités ethniques en Europe. **(En réalité, c'est une émanation du Conseil de l'Europe, vous pourrez le vérifier ici :**

<https://www.coe.int/en/web/genderequality/drafting-committee-on-migrant-women>

ou là

<https://www.migrantwomennetwork.org/> - J-C)

LEF, le Lobby européen des femmes

Osez le Féminisme a également participé grâce à Alyssa Ahrabare au CSW (Consultation of the Status of Women), évènement international organisé par l'ONU regroupant quasiment toutes les délégations du monde. Osez le Féminisme faisait partie de la délégation du Lobby Européen des femmes pour CSW. **(Là c'est écrit en toutes lettres ! – J-C)**

L'association participe à des convocations régulières à des auditions à l'Assemblée Nationale et au Sénat dans le cadre de préparation de proposition de lois ou de missions d'information. **(Cela se passe de commentaires. – J-C)**

BILAN DE L'ANNÉE : CHIFFRES CLÉS

700 adhérents
13 antennes en France
550 passages presse
150 passages TV/Radio
Plus de 100 évènements organisés en France

(Leur fonction : Ils noyautent et pourrissent tous les mouvements sociaux. – J-C)

Lancement du groupe de travail thématique : "*Féminisme, écologie, climat*"

Objectif : Féminiser les luttes écologiques

(Il faut ajouter à leur tableau de chasse, outre le wokisme, la cancel culture. J'ai supprimé de ce texte l'écriture inclusive. – J-C)

Victoire : Les hôpitaux contraints de décrocher leurs fresques pornographiques suite à nos actions !

Dans les internats d'une trentaine d'hôpitaux français figurent des fresques pornographiques déshumanisantes. Sur ces fresques, des femmes sont représentées recouvertes de spermes ou subissant des viols collectifs.

En 2021, grâce au recours d'Osez le féminisme accompagné par Sud Santé Social, le tribunal administratif de Toulouse a ordonné au CHU de Purpan de décrocher ces fresques. Le juge les a considérés comme portant une atteinte grave à la dignité humaine. **(Les syndicats soi-disant les plus radicaux participent à leurs opérations. – J-C)**

Une instruction ministérielle le 17 janvier 2023 demande aux hôpitaux d'organiser le retrait de l'ensemble des fresques à caractère pornographique et sexiste. En cas de désaccord avec les associations d'interne, l'ARS (Agence régionale de santé) pourra intervenir. Cependant le calendrier de décrochage se fera en concertation avec les représentants des internes. Ainsi, toutes les fresques ne sont pas encore décrochées, la lutte continue !

Journal N°60 : Cinq ans après #MeToo, notre bilan

Lancé aux Etats-Unis et arrivé en France à l'automne 2017, #MeToo a bien secoué les réseaux sociaux. Et c'est tout ? Cinq ans après, voyons ce que ce mouvement féministe mondial a changé au niveau de la justice, dans le traitement médiatique des affaires de violences sexistes et sexuelles et plus globalement dans la société à travers nos définitions des mots choix, désir et consentement. **(Elles félicitent les législateurs d'avoir adopté des lois toujours plus liberticides et répressives. – J-C)**

<https://osezlefeminisme.fr/wp-content/uploads/2023/07/Rapport-dactivite%CC%81-2022-2023.pdf>

Dernier développement.

Depardieu aurait agressé des milliers de femmes ! Et vous, avouez !

L'actrice Anouk Grinberg a vivement critiqué les propos du président de la République sur le plateau de l'émission C à vous diffusée sur France 5, mercredi 10 janvier, rapporte le Huffington Post. « *Que ce président, que ce jeune homme, se permette de balayer d'un revers de main des centaines et des centaines voire des milliers de femmes que Depardieu a agressées, c'est honteux, c'est honteux !* », a déclaré, en colère, l'actrice.

L'actrice a également invité le président à « *fermer sa gueule* ». « *Il devrait fermer sa gueule quand un monde nouveau se prépare ! Il devrait accompagner ce mouvement-là* », a-t-elle conclu. LePoint.fr 12 janvier 2024

J-C – J'ai affirmé à plusieurs reprises pour en avoir fait l'expérience à plusieurs reprises, que les femmes étaient championnes du harcèlement psychologique, qu'elles avaient le don de provoquer ou persécuter les hommes en s'adonnant à des cruautés silencieuses et hypocrites destinées à les pousser à bout, et à déclencher chez eux des réactions violentes qui seront ensuite condamnées, tandis qu'elles apparaîtront comme de malheureuses victimes innocentes de sauvages.

Si vous voulez vous faire des amis et les conserver, soyez superficiel et hypocrite de préférence.

«Je n'ai plus d'amis. Suis-je trop intransigente? Pas assez intéressante?» - slate.fr 11 janvier 2024

Laura - Je n'ai plus d'amis. Aucun. Triste constat à l'aube de mes 35 ans. Tout le monde a des amis. Pourquoi je n'y arrive plus? Est-ce que je n'ai rien à apporter à qui que ce soit?

Psychanalyste - Il n'est pas rare que des amitiés se finissent, pour diverses raisons: des fusions qui deviennent trop envahissantes, qui ne remplissent plus la fonction illusoire d'être comblé par l'autre, des conflits sur des sujets trop clivants pour qu'il soit possible de les mettre de côté, des trahisons ou encore moult facteurs de discordes. slate.fr 11 janvier 2024

J-C - Je connais plusieurs personnes en France dans ce cas-là. J'y ai toujours été plus ou moins confronté depuis la fin de mon adolescence, il y a près de 50 ans. J'ai constaté dès cette époque, que si je ne faisais rien pour conserver des relations avec des gens qui m'étaient chers ou qui se disaient mes copains ou mes amis, ils n'auraient rien fait pour entretenir notre liaison, et chaque fois elle cessa le jour où j'arrêtai de leur écrire ou de leur téléphoner. Cette tendance s'est aggravée depuis la dictature sanitaire qui a littéralement fait exploser tous les rapports sociaux, y compris au sein de chaque famille.

Ma dernière expérience en date remonte à six mois en arrière, lorsque j'ai recontacté par mail un vieux copain (Un ex-collègue de travail dans le milieu des années 80). Je l'ai appelé en vidéo avec WhatsApp, on eut deux longues conversations de plus d'une heure, il était enchanté de me revoir après une coupure de plus de 20 ans, à l'entendre c'était merveilleux, il faut préciser toutefois que précédemment il n'avait jamais répondu à mes courriers (Carte postale de Bonne année). On partagea un bon moment ensemble, une bonne tranche de rigolade, puis, plus rien pendant 4 mois, pas même un petit mot en fin d'année, je m'en abstenais également du coup, à contrecœur, non pas par mesure de rétention, mais parce que j'en ai marre de ces relations à sens unique.

Comment ne pas penser à mes lecteurs, à tous les travailleurs ou militants que j'ai croisés depuis décembre 2004, date du début de ce blog, et dont je n'ai jamais plus eu de nouvelles du jour au lendemain, sans doute parce qu'ils n'ont pas supporté mes positions sur "*des sujets trop clivants*". Ils ne manquèrent pas en 20 ans ou ils ne les partageaient pas, oubliant du coup qu'on était censé partager le même idéal humaniste, militer pour la même cause collective et non individuelle, le rang auquel ils ont finalement ravalé leur propre engagement politique, sans prendre conscience que nous devions privilégier ce qui nous rassemblait, plutôt que favoriser ce qui nous divisait, dommage.

Ils ont ignoré que la polémique et les désaccords faisait partie de la vie ou qu'ils étaient inévitables du fait qu'on était tous différents ou que nous avons été soumis à des conditions particulières tout au long de notre vie que nous n'avions pas choisies, et qu'il était préférable de les assumer au lieu de les rejeter. De plus, c'était oublié que c'est à partir de la confrontation des idées qu'on peut vérifier la cohérence de nos arguments respectifs et si nécessaire les rectifier. On avait tout à gagner à se livrer à cet exercice critique, pour peu qu'on soit animé de bonnes intentions, encore fallait-il avoir à l'esprit que nos idées ne nous appartiennent pas ou qu'elles peuvent évoluer, qu'on peut en changer, c'est ce qui distingue une démarche scientifique, libre ou indépendante, d'un comportement dogmatique ou ascientifique.

Les gens en général sont prompts à porter des jugements injustes ou à l'emporte-pièce sur les autres, sans penser un instant que si tout le monde les imitait, on finirait par vivre dans une société où règnerait la loi de la jungle ou du plus fort, qui nous broierait tous. Car, isolé ou atomisé, et qui plus est sans conscience de classe, on est faible et vulnérable, et quoi qu'on pense, quelles que soient les illusions qu'on peut avoir sur soi-même, on ne pourra pas résister au courant politique dominant, on n'échappera au sort cruel que la réaction nous a réservé. Nous serons emportés dans le sillage du capitalisme pourrissant et du vieux monde dégénéré, décadent, nous aurons beau nous recroqueviller sur nous-même pour tenter de nous sauver, nous nous décomposerons, nous perdrons tous nos repères et principes, toutes nos valeurs et connaissances se volatiliseront, la fin de notre existence sera un véritable cauchemar.

Tout de même, ce n'est pas parce que notre inconscience domine nos pensées et nos actes, que nous mériterions un tel destin, nous ne le souhaitons à personne, hormis aux ordures qui détiennent tous les pouvoirs, à ces parias que tous les peuples sont en droit de haïr si cela les soulage, à leur régime économique surtout, car c'est lui qu'il faut balayer de la surface de la Terre pour que règne enfin la fraternité universelle entre les hommes.

Personnellement, j'ai toujours été animé par ces intentions humanistes, bien que j'ai été victime de bien des injustices sans en vouloir à quiconque, puisque j'en connaissais les

origines sociales ou psychologiques. Je suis en mesure de prendre les choses au second ou au troisième degré quand c'est nécessaire, ce qui ne doit pas nous empêcher de prendre au sérieux les questions sociales qu'on ne peut pas traiter par-dessus la jambe ou qui nécessitent de notre part une attention particulière, une prise de conscience intransigeante, une prise de position tranchée dès lors que des vies sont en jeu ou que de graves conséquences peuvent en découler.

De quoi sont faites les masses ?

Ma jeune voisine Kajelvéli (29 ans, mariée et 2 enfants) a commencé à travailler hier dans une usine d'embouteillage à 7 ou 8 km de chez elle.

Elle travaille à la chaîne debout 8 heures par jours, 6 jours/7, et son salaire de débutante est de 250 roupies par jour, soit moins de 3 euros (1 euro = entre 85 et 90 roupies), moins de 75 euros par mois. A 5 km de chez nous, dans le petit supermarché où je vais faire mes courses la dizaine de jeunes femmes qui y travaillent perçoivent 10 euros de plus par mois, mais elles travaillent 12 heures par jour. C'est ce que j'appelle l'esclavage moderne. Par ailleurs, il y a de plus en plus d'Indiens millionnaires ou milliardaires en dollar, normal.

Il y a deux mois environ j'ai eu une discussion avec Kajelvéli. Elle sait lire et écrire le tamoul, compter, ses connaissances s'arrêtent là agrémentées de quelques mots d'anglais.

Ma compagne étant absente depuis deux semaines, je lui avais demandé de balayer les feuilles du jardin en échange d'une rémunération. Cela donna lieu à une âpre discussion parce qu'elle partit à délirer. Je lui proposai 250 roupies pour seulement 4 heures de travail, elle me réclama le double, je refusai sachant qu'elle s'arrangerait pour avoir fini le travail en deux heures et partir, elle m'avait déjà fait le coup deux fois !

Elle accepta ma proposition en manifestant cependant un mouvement de mauvais humeur, et comme je l'observais attentivement depuis le début, car j'étais particulièrement intéressé à mieux comprendre comment elle fonctionnait mentalement, du coup j'en profitais pour avoir une discussion plus approfondie avec elle. Mais pour qu'une telle discussion soit fructueuse ou m'apporte quelque chose, il fallait qu'elle soit franche. Or Kajé n'était pas du tout préparée à se livrer à un tel exercice avec lequel de mon côté j'étais à l'aise, vous me connaissez, vous savez que je n'ai rien à cacher à personne, même si je ne dis pas tout ce que je pense à n'importe qui.

Au cours de cette discussion, comme c'était prévisible, sans difficulté je la déstabilisai sans vouloir la juger ou l'enfoncer, car la pauvre femme avait eu dans le passé récent bien des comportements conflictuels avec d'autres personnes qui n'avaient pas été à son avantage, qui avaient toujours mal tourné pour elle, au point que ses congénères la considèrent comme une mauvaise femme, ce qui de leur point de vue pouvait se justifier, mais pas du mien puisque je ne la jugerai pas ou tel n'était pas mon intention.

A un moment donné je lui ai demandé si elle avait pris conscience de s'être mis elle-même dans l'embarras en ayant eu des attitudes inappropriées avec certaines personnes, gênée elle me répondit qu'elle le savait. Alors j'insistai, et je lui demandai pourquoi elle ne tirait aucune

leçon de ces expériences malheureuses et elle les reproduisait sans cesse, y compris avec moi en me racontant des histoires ou en essayant de profiter de moi, ce qui était stupide, et là quelle ne fut pas ma surprise, lorsqu'elle m'avoua qu'elle ne comprenait rien à rien de la vie, qu'on ne lui avait rien appris, qu'elle ne savait pas comment élever ses enfants, tenir sa maison, se comporter avec son époux, avec un patron, avec les gens en général, etc. elle ne savait pas ou elle n'avait aucune conscience que ses actes pourraient porter à conséquences et nuire à ses intérêts ou à ceux d'autrui, bref elle n'était pas du tout préparée à jouer le rôle pour lequel la société l'avait destinée et c'était dramatique ou elle en était fort triste, elle m'expliqua qu'elle détestait sa vie, son époux, elle avait fait un mariage forcée, sa famille, ses proches, la Terre entière la pauvre femme.

Je m'attendais à cette sortie, toujours est-il qu'elle me bouleversa, parce qu'elle était en pleurs en me racontant son existence. Elle me fit penser à la mienne qui ne fut pas non plus une partie de plaisir ou qui me fut imposée également, bien que je m'en sois mieux sorti ou j'eus plus de chance qu'elle. Tout ce qu'elle me raconta, je le connaissais déjà ou je l'avais déjà vécu en grande partie autrefois, aussi je lui fis profiter des riches enseignements que j'avais tirés de mes propres expériences de la vie, en lui prodiguant quelques conseils pratiques simples à mettre en œuvre, je ne vais pas entrer dans les détails ici.

Elle apprécia que je la fis parler et que je l'ai écouté comme jamais personne avant moi, ce qui lui procura un soulagement immédiat. Depuis ce jour-là, il s'est établi entre nous une sorte de complicité ou de connivence, c'est ce que je ressens chaque fois que nos regards se croisent ou qu'on échange quelques mots qui ne sont pas forcément agréables. Parce qu'il faut savoir que les problèmes de voisinages avec les Indiens sont récurrents, pour un rien ils s'insultent copieusement, mais comme Kajé sait maintenant que je ne suis jamais animé de mauvaises intentions et que je ne me mêle jamais d'affaires qui ne me concernent pas, quand mon regard se détache d'elle j'éprouve de la tendresse, et je crois que c'est réciproque, car le sien qui peut être très dur, semble soudain se radoucir, comme si elle ne voulait pas qu'on se quitte fâchés, ce qui serait idiot.

A première vue, cette jeune femme n'est pas de la même génération que ma compagne Selvi qui a 24 ans de plus qu'elle, ayant été scolarisée durant une courte période contrairement à Selvi qui était illettrée, étant née au moment où l'Inde s'engageait dans une nouvelle et longue période de développement économique qui allait profondément transformer tous les rapports dans la société, on aurait pu croire que cette nouvelle génération serait plus évoluée que les précédentes, mais c'était sans compter sur l'inertie de l'histoire qui allait s'appliquer à de nombreux rapports sociaux. Pour en avoir une petite idée, si le système des castes allait être pratiquement aboli, en revanche celui des classes devait se renforcer avec la même violence, ce qui explique pourquoi les us et coutumes archaïques ou les traditions rétrogrades hérités du passé ou de la société féodale ne disparurent pas, dont ceux de la dote et du mariage arrangé par les parents notamment, le pouvoir absolu des parents sur leurs enfants jusqu'à leur mariage quasi obligatoire, ainsi qu'une multitude d'évènements familiaux continuent de rythmer la vie de familles des Indiens auxquels personne n'aurait l'idée saugrenue de se soustraire tant c'est inimaginable.

D'une certaine manière, l'ensemble de ces contraintes culturelles ou sociales qui pèsent sur les nouvelles générations, vont les maintenir à un nouveau de conscience quasiment aussi rudimentaire que celui des générations précédentes profondément arriérées. D'autant plus que le développement économique entamé en 1991 se réaliserait à marche forcée sans que les

masses n'y soient préparées ou y participent directement par la lutte de classe comme ce fut le cas autrefois en occident lors du développement du capitalisme. Il leur a été imposé pour ainsi dire de l'extérieur, au prix de la suppression des libertés dont elles disposaient et de la destruction de leur mode de vie séculaire, en leur procurant en échange une sécurité matérielle dont elles sont devenues principalement les victimes, car concourant à resserrer davantage les chaînes de l'esclavage qui les entravaient au lieu de s'en émanciper ou de s'en libérer, le capitalisme à l'époque de l'impérialisme et du néolibéralisme incarnant la fin du cycle du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dans ce qu'il a de plus tyrannique et cruel.

Concrètement ou en résumé pour faire bref, cela se traduit de la sorte au quotidien : La plupart des Indiens bénéficient entre guillemets du développement économique des dernières décennies à leur insu, étant tenus dorénavant de satisfaire impérativement un tas de besoins qui n'existaient pas hier encore s'ils ne veulent pas être exclus de la société ou pour tout bonnement survivre, et si leur niveau de conscience n'a pas pu progresser, c'est principalement parce que le carcan de traditions archaïques et de la religion, de l'obscurantisme, a été maintenu à cet effet.

Il m'est arrivé en 30 ans de croiser des Indiens de toute condition sociale, pas seulement quand je fus enseignant durant plusieurs années, j'ai toujours vécu parmi eux, et je ne parle pas des deux familles indiennes auxquelles je suis lié, et bien plus d'une fois je me suis fait la réflexion qu'ils étaient tous aussi arriérés, et quand bien même ils n'y seraient pas obligés dans leur intimité par exemple, ils se comportaient tous de la même manière, comme s'ils ne pouvaient survivre qu'à condition de reproduire indéfiniment fidèlement le mode de pensée de leurs ancêtres, qui les tirent en arrière au lieu que le progrès économique et social les aide à d'aller de l'avant, je parle en général ; par exemple, je ne connais pas un seul Indien célibataire, à croire que cela n'existe pas dans ce pays, tous les rapports sociaux sont régis par des codes d'une rigidité telle, qu'ils interdisent à chacun de développer sa propre personnalité, d'avoir des aspirations individuelles, dans ces conditions il est impossible de se sentir libre ou d'être un tant soit peu heureux.

Cela dit, les masses indiennes sont comme n'importe quel exploité ou opprimé dans le monde, elles perçoivent forcément (confusément) que les conditions sociales qui leur sont imposées entrent violemment en contradiction avec leur propres aspirations légitimes à la liberté et au bien-être social, mais comme ils n'ont pas conscience de l'origine de cette contradiction, elles n'ont pas développé une conscience de classe, elles ne peuvent pas trouver le moyen de la résoudre à leur avantage, elles en sont au même point que n'importe quel travailleur dans le monde, et elles subiront leur triste sort au lieu de faire leur propre histoire aussi longtemps qu'elles ne seront pas parvenues à prendre en mains leur destin.

Pour revenir sur Kajelvi, j'ai conservé à l'esprit ce qu'elle m'a dit, lorsqu'elle me déclara qu'elle ne comprenait rien à rien, elle était perdue, parce qu'on ne lui avait pas fourni le mode d'emploi pour se diriger dans cette société en perpétuelle évolution, j'en ai tiré la conclusion qu'ils devaient être un milliard et quelques centaines de millions dans son cas en Inde, et que cette situation devait être identique ou semblable dans un grand nombre de pays en Asie et en Afrique, où est concentrée la majorité de la population mondiale. Par conséquent, quand on évoque l'actualité sociale ou politique dans tous ces pays ou quand on doit interpréter un événement, il est impératif d'avoir à l'esprit ce facteur pour ne pas prendre le risque de raconter n'importe quoi.

« Rétablir la confiance », il semblerait que le « Great Reset » ne se déroule pas comme ils l'avaient prévu.

Quand se déroule le forum de Davos en 2024 ?

Date de la 54^e édition du FEM

La réunion annuelle du Forum économique mondial se déroulera du lundi 15 au vendredi 19 janvier 2024, à Davos, dans les Alpes suisses.

Thème du Forum de Davos 2024

Le thème de cette 54^e édition est "*Rebuilding trust*", soit "*Rétablir la confiance*" en français.

Sur le site officiel du World Economic Forum, on peut lire :

"Cette réunion a pour but de rétablir une capacité d'action collective et de renforcer les principes fondamentaux de transparence, de cohérence et de responsabilité qui incombent aux dirigeants. Le programme incarne un esprit de "retour aux bases" basé sur un dialogue ouvert et constructif entre les dirigeants gouvernementaux, les représentants du monde des affaires et de la société civile. L'objectif est de créer des passerelles au sein d'un environnement de plus en plus complexe et de préparer l'avenir grâce aux dernières avancées scientifiques, industrielles et sociétales."

<https://www.capital.fr/economie-politique/forum-de-davos-2024-date-theme-et-enjeux-du-forum-economique-mondial-fem-1490094>

Qu'est-ce cachait derrière le "Great Reset" ?

Pourquoi tous les Etats y ont-ils adhéré ?

Et si finalement les provocations de l'OTAN envers la Russie et des Etats-Unis à l'égard de la Chine faisaient partie d'une mise en scène, d'une stratégie globale destinées à justifier le déplacement autour des BRICS du pouvoir politique international qui avait été structuré autour des puissances occidentales pour organiser l'économie mondiale au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de manière à ce que tous les Etats s'y adaptent en douceur sans que les Etats-Unis et ses vassaux occidentaux en faillite apparaissent comme les grands perdants de ce grand marchandage réalisé au détriment des intérêts de tous les peuples.

C'est juste une hypothèse à confirmer ou infirmer... A suivre.

Coopération sino-russe : Sergueï Lavrov et Wang Yi saluent le bilan 2023 - RT 10 janvier 2024

Les ministres russe et chinois des Affaires étrangères se sont entretenus ce 10 janvier par téléphone. Le communiqué russe relève qu'ils ont «*exprimé leur satisfaction quant au rythme élevé de développement du dialogue politique bilatéral et de la coopération*» entre leurs pays respectifs.

Les deux ministres ont déclaré que la coopération commerciale bilatérale «*dépassait avec confiance le niveau de 200 milliards de dollars*».

Sur le volet international, la crise ukrainienne, le conflit au Proche-Orient ou encore la situation autour de la péninsule coréenne et en Asie-Pacifique ont été abordés.

Le rejet général de la politique de confrontation du bloc occidental à l'égard de la Russie et de la Chine, des tentatives de freiner leur développement par des sanctions, des provocations délibérées et d'autres méthodes illégitimes a été souligné», souligne le document.

Les deux diplomates ont également mis en avant «*le caractère purement constructif de l'interaction entre Moscou et Pékin au sein de l'ONU, de l'OCS, des BRICS et d'autres formats multilatéraux, non dirigés contre des pays tiers*», stipule le communiqué russe. Ce dernier conclut sur l'examen, par Lavrov et Yi, du «*calendrier des contacts à venir au plus haut niveau, ainsi que sur un échange de vues*» concernant «*les moyens d'établir des contacts entre la RPC et la CEI*».

«*Grâce à une coopération stratégique de haute qualité, les deux parties ont non seulement géré les affaires de leurs pays respectifs, mais ont également joué un rôle de premier plan sur la scène internationale et maintenu la stabilité stratégique mondiale*» se félicite pour sa part le communiqué du ministère chinois des Affaires étrangères. Celui-ci souligne, concernant Lavrov, que «*la position de la Russie en faveur du principe d'une seule Chine est inébranlable*».

Le chef de la diplomatie chinoise a déclaré que son pays soutenait «*pleinement la Russie*» dans sa présidence des BRICS en 2024, année qui marquera le 75e anniversaire des relations sino-russe. La Chine demeure également «*prête à travailler avec la Russie pour renforcer l'influence internationale des BRICS et pousser la coopération des BRICS à un nouveau niveau*».

Depuis la hausse des tensions avec les chancelleries européennes, sur fond de crise en Ukraine, la Russie a entrepris un rapprochement avec son voisin chinois. La succession des trains de sanctions occidentales contre Moscou à la suite de son intervention en Ukraine en février 2022 a accéléré la dynamique.

Le 31 décembre, lors de ses vœux, le président chinois a déclaré que les relations russo-chinoises avaient au cours de l'année 2023 «*maintenu un développement sain et stable et ont progressé de façon constante dans la bonne direction*». «*Sous notre direction conjointe, la confiance politique mutuelle entre les deux parties s'est approfondie, notre coordination stratégique s'est resserrée, et la coopération mutuellement bénéfique a continué à produire de nouveaux résultats*», a ajouté le dirigeant chinois.

Autres éléments de réflexion.

- Lors d'une visite à Pékin plus tôt en décembre du Premier ministre russe, Mikhaïl Michoustine, Xi Jinping avait déclaré que le maintien de relations étroites avec Moscou était un «*choix stratégique*».

Les deux alliés ont renforcé leurs liens alors que les pays occidentaux tournaient le dos à Moscou après l'invasion de l'Ukraine. RT 31 décembre 2023

- «*Maintenir et développer les relations entre la Chine et la Russie est un choix stratégique fait par les deux parties, basé sur les intérêts fondamentaux de nos deux peuples*», a déclaré Xi Jinping, selon des propos rapportés ce 20 décembre par CCTV.

Les deux pays devraient «*constamment amplifier les effets positifs de leurs liens politiques de haut niveau*» et «*approfondir leur coopération dans les domaines de l'économie, du commerce, de l'énergie, de la connectivité et d'autres secteurs*», a ajouté Xi, toujours selon CCTV. RT 20 décembre 2023

Gazprom a livré par jour 40,7 millions de m³ de gaz à l'Europe en 2023 via l'Ukraine – RT 3 janvier 2024

Les autorités américaines ont offert un coup de pouce à la monnaie russe – RT 6 janvier 2024

Ils ne sont pas les seuls dont les algorithmes ne fonctionnent pas.

Derrière les erreurs de prévisions de Météo France, un algorithme nommé Alpha

[https://www.challenges.fr/entreprise/derriere-les-erreurs-de-previsions-de-meteo-france-un-algorithme-nomme-alpha_879360#xtor=CS3-89-\[Derri%C3%A8re%20les%20erreurs%20de%20pr%C3%A9visions%20de%20M%C3%A9t%C3%A9o%20France%2C%20un%20algorithme%20nomm%C3%A9%20Alpha\]](https://www.challenges.fr/entreprise/derriere-les-erreurs-de-previsions-de-meteo-france-un-algorithme-nomme-alpha_879360#xtor=CS3-89-[Derri%C3%A8re%20les%20erreurs%20de%20pr%C3%A9visions%20de%20M%C3%A9t%C3%A9o%20France%2C%20un%20algorithme%20nomm%C3%A9%20Alpha])

Un site fiable :

Ventusky - cartes de prévision météo

<https://www.ventusky.com/?p=16.8;83.7;4&l=temperature-2m>

Santé.

Rapport annuel de situation Covid planétaire du lundi 1er Janvier 2024 0h00 GMT

<https://reseauinternational.net/rapport-annuel-de-situation-covid-planetaire-du-lundi-1er-janvier-2024-0h00-gmt/>

Commentaire publié par Le Grand Soir

- Il aurait peut-être été judicieux de renvoyer les lecteurs à l'article qu'Einstein avait adressé à la revue américaine Monthly Review en mai 1949, dans lequel il porta un rapide jugement radical ou sans concession sur le capitalisme, tout en témoignant en faveur du socialisme dont dépendrait l'avenir de l'humanité.

J'ignore quel courant politique incarnait le Monthly Review, peu importe, ce qui à mon avis l'emporte sur toute autre considération, c'est qu'un esprit scientifique aussi brillant et accompli qu'Einstein ait adopté le socialisme scientifique, en mettant toutefois en garde contre les dérives bureaucratiques qui pourraient naître à l'occasion du passage au socialisme en guise d'avertissement :

Einstein - Il est cependant nécessaire de rappeler qu'une économie planifiée n'est pas encore le socialisme. Une telle économie pourrait être accompagnée d'un complet asservissement de l'individu. La réalisation du socialisme exige la solution de quelques problèmes socio-politiques extrêmement difficiles : comment serait-il possible, en face d'une centralisation extrême du pouvoir politique et économique, d'empêcher la bureaucratie de devenir toute-puissante et présomptueuse ? Comment pourrait-on protéger les droits de l'individu et assurer un contrepoids démocratique au pouvoir de la bureaucratie ?

A croire qu'Einstein avait assimilé les enseignements de Marx et Engels sur l'Etat ou l'expérience de la Commune de Paris, à moins qu'il ait lu L'Etat et la révolution de Lénine, ce qui revient au même, la théorie marxiste ayant été mise en pratique efficacement...

Cependant, je crois qu'il faudrait reformuler la question légitime qu'il posa.

Il faudrait voir quelles conditions sont à l'origine de la toute-puissance de la bureaucratie dans un pays donné, mais aussi au niveau international, sachant que le communisme ne pourra se réaliser qu'à l'échelle mondiale, par conséquent, pour commencer à s'imposer à cette échelle il faudrait impérativement que la direction du mouvement ouvrier international ou tout du moins celle parmi les pays les plus puissants ou économiquement développés ait renoué avec le socialisme scientifique, le socialisme révolutionnaire, sans quoi cette expérience risquerait de demeurer isolée et d'être vouée à l'échec...

Pourquoi le socialisme ? - Albert Einstein 1949

<https://www.marxists.org/francais/general/einstein/1949/00/einstein.htm>

En anglais :

<https://monthlyreview.org/2009/05/01/why-socialism/>

Où va se nicher la réaction. Opportunisme et démagogie ou l'agonie du vieux mouvement ouvrier dégénéré. Les pires amis des Palestiniens.

Voilà le genre de connerie qu'on peut lire dans les médias sociaux censés œuvrés pour notre cause.

Après ils peuvent faire figurer une mention en dessous de ces articles pourris indiquant que leurs contenus ne les engagent pas, je suis désolé, en les publiant ils en sont les complices, qu'ils assument leur responsabilité. Celui-ci a été publié dans Investig Action de Michel Collon.

- Le seul espoir d'éviter une dislocation des Nations Unies est de réformer en profondeur le fonctionnement du Conseil de sécurité afin que cette instance – ou une autre à inventer – puisse devenir un véritable garant de la paix mondiale. Sinon, sans la boussole du droit international, le monde basculera dans l'horreur de la guerre économique et militaire.

Pour l'heure, l'urgence est de sauver la vie des Palestiniens en forçant l'actuel gouvernement israélien à arrêter le génocide.

Nos pays en ont le pouvoir : rappel des ambassadeurs, sanctions économiques et mesures juridiques et politiques telles que celles qui ont été appliquées à la Russie.

En 2024, nous éliions nos parlementaires européens. L'enjeu est crucial : arrêter la montée de l'extrême-droite (dont on voit la capacité de nuisance en Israël), empêcher le désastre climatique et les ravages provoqués par les guerres au détriment des populations les plus vulnérables, rétablir des relations économiques permettant un réel développement social des populations, ce qui représente une solution infiniment plus sage au problème des migrations que de se barricader par la force au détriment du respect des droits humains.

Et puisque l'Afrique du Sud est intervenue dans la sombre actualité palestinienne, rappelons que la philosophie qui a inspiré Nelson Mandela et Desmond Tutu est celle de l'Ubuntu, concept en langue bantoue qui est souvent décliné comme ceci : « *Je suis ce que je suis grâce à ce que nous sommes tous* ». En réalité, une belle définition du mot « *humanité* » ou « *comment améliorer le monde* ».

<https://investigaction.net/israel-lafrique-du-sud-brandit-larme-du-droit/>

J-C - C'est la gauche, le populisme de gauche devenue le porte-parole du Forum économique mondial de Davos, tout y est, quelle horreur !

Thierry Meyssan sur la mutation du conflit israélo-arabe - Réseau Voltaire 11 janvier 2024

<https://www.voltairenet.org/article220240.html>

La vidéo.

<https://www.youtube.com/watch?v=hvsNtcvNxvA>

J-C - J'ai relevé que les victimes des derniers attentats perpétrés par Israël et les Etats-Unis étaient des dirigeants de l'Axe de la résistance, et que ceux du Hamas affiliés à la Confrérie des frères musulmans avaient soigneusement été épargnés.

En outre, il exprime sa surprise et son admiration devant le refus de l'état-major français de participer à l'opération états-unienne Gardien de la Prospérité pour couvrir le massacre à Gaza. Je n'ai trouvé nulle part confirmation de cette info.

Une surinterprétation ?

Voici ce que j'ai trouvé en revanche :

- Seulement, figurant pourtant parmi les dix pays nommément cités par le Pentagone, la France et l'Italie ne placeront pas leurs moyens navals sous commandement américain.

Via un communiqué, le ministère des Armées a ainsi indiqué que la frégate multimissions [FREMM] Languedoc, actuellement déployée en mer Rouge, resterait sous « *commandement national* ».

<https://www.opex360.com/2023/12/23/securite-en-mer-rouge-la-france-et-litalie-ne-placeront-pas-leurs-fregates-sous-commandement-americain/>

Confirmation.

- Le 11 janvier, le vice-amiral Emmanuel Slaars, commandant des opérations françaises dans l'océan Indien, avait précisé que le dispositif militaire de la France en mer Rouge restait «*sous commandement français*», sans «*aucune subordination*» au partenaire américain. Il avait en revanche évoqué «*une répartition géographique intelligente des efforts*». RT 12 janvier 2023

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère de la Santé de la bande de Gaza a annoncé vendredi que le nouveau bilan de la guerre israélienne s'est alourdi à 23 708 morts et 60 000 blessés depuis le 7 octobre.

Dans un communiqué, le ministère a annoncé que les frappes israéliennes ont fait 151 morts et blessé 248 palestiniens au cours des dernières 24 heures. aa.com.tr 12.01.2024

- Le bureau des médias du Gouvernement de Gaza a annoncé lundi un nouveau bilan de 112 journalistes tués dans l'enclave palestinienne depuis le 7 octobre 2023, après que deux d'entre eux ont été tués dans un raid israélien. aa.com.tr 08.01.2024

- «Ainsi, même si nous croyons toujours – après le 7 octobre – à la normalisation, cela ne veut pas dire qu'elle se fera au détriment du peuple palestinien», a-t-il précisé. Toutefois, une telle normalisation irait de pair avec «un État palestinien», a rappelé au micro de la BBC le prince Khalid ben Bandar. «L'un ne va pas sans l'autre», a-t-il insisté.

Riyad déplore le côté «*extrême*» et «*absolutiste*» du gouvernement israélien

Néanmoins, le diplomate saoudien a pointé du doigt la responsabilité de la communauté internationale, déclarant souhaiter que le Royaume-Uni «*modère sa position*» davantage. Il y a «*un échec de l'humanité*», a-t-il déploré, estimant que «*l'angle mort à l'égard d'Israël*» constituait «*un angle mort pour la paix*». «*Si quelqu'un d'autre avait fait ce que les Israéliens font aujourd'hui, vous les auriez vus coupés de la communauté internationale, vous auriez vu des gens parler de sanctions*», a précisé l'ambassadeur. RT 11 janvier 2024

Que risque Israël, accusé de génocide par l'Afrique du Sud à la Cour internationale de justice ? - Le HuffPost 11 janvier 2024

Dans leur plainte, les avocats sud-africains estiment que l'offensive israélienne vise « la destruction des Palestiniens de la bande de Gaza ».

L'Afrique du Sud a accusé jeudi Israël de violer la Convention des Nations unies sur le génocide devant la Cour internationale de Justice (CIJ), affirmant que même l'attaque du Hamas du 7 octobre ne pouvait justifier de telles violations présumées à Gaza.

Pretoria a saisi en urgence la Cour qui siège à La Haye pour qu'elle enjoigne à Israël de "*suspendre immédiatement ses opérations militaires*" dans la bande de Gaza, une confrontation judiciaire historique qualifiée d'"*absurde*" et "*atroce*" par Israël.

"*Aucune attaque armée sur le territoire d'un Etat, aussi grave soit-elle (...) ne peut justifier une violation de la Convention*", a affirmé le ministre sud-africain de la Justice, Ronald Lamola, devant la Cour, plus haute juridiction de l'ONU.

"*La réponse d'Israël à l'attaque du 7 octobre a franchi cette ligne et a donné lieu à des violations de la Convention*", a-t-il soutenu devant la quinzaine de magistrats de la CIJ présents à l'audience, retransmise publiquement par lien vidéo.

Israël s'exprimera vendredi devant la CIJ, mais son président a d'ores et déjà déclaré qu'il n'y avait "*rien de plus atroce et absurde*" que les accusations de Pretoria.

"*Nous serons devant la Cour internationale de Justice et nous présenterons fièrement notre cas de légitime défense (...) en vertu du droit international humanitaire*", a ajouté Isaac Herzog.

Selon lui, l'armée israélienne "*fait tout son possible, dans des circonstances extrêmement compliquées sur le terrain, pour s'assurer qu'il n'y aura pas de conséquences imprévues ni de victimes civiles*".

Les États-Unis soutiennent leur allié Israël et estiment que les accusations formulées par Pretoria sont "*sans fondement*".

"*En fait, ce sont ceux qui attaquent violemment Israël qui continuent d'appeler ouvertement à l'anéantissement d'Israël et au massacre des Juifs*", a déclaré le porte-parole du Département d'État, Matthew Miller.

S'agissant d'une procédure d'urgence, la CIJ pourrait se prononcer dans quelques semaines. Ses décisions sont sans appel et juridiquement contraignantes, mais elle n'a aucun pouvoir pour les faire appliquer.

La décision de la CIJ pourrait avoir une « *portée symbolique extrêmement forte et pourrait amener un certain nombre de pays à se ranger derrière l'Afrique du Sud* », même s'il faudra attendre des mois, voire des années, avant une décision sur le fond, à savoir la qualification ou non de « *génocide* ».

L'Afrique du Sud et Israël ont tous deux signé la Convention des Nations unies sur le génocide, créée en 1948 en réponse à l'Holocauste. Tout pays signataire peut en poursuivre un autre devant la CIJ en cas de désaccord sur « *l'interprétation, l'application ou le respect* » des règles destinées à prévenir le génocide.

Avec la bénédiction de ces braves russes et chinois.

Mer Rouge: l'ONU demande l'arrêt «immédiat» des attaques houthistes - lopinion.fr 11 janvier 2024

Le Conseil de sécurité des Nations unies a également condamné la fourniture d'armes aux rebelles yéménites, soutenus par l'Iran, alors que leur action freine le trafic maritime international

C'est l'expression de la diplomatie internationale. Mercredi 10 janvier, le Conseil de sécurité de l'ONU a exigé l'arrêt « *immédiat* » des attaques houthistes contre des navires en mer Rouge, rapporte Le Monde. La résolution a été menée par les Etats-Unis et le Japon, elle a été adoptée par 11 voix pour et 4 abstentions (Russie, Chine, Algérie, Mozambique). Aucun veto n'a été enclenché.

Par ailleurs, le texte voté par le Conseil de sécurité de l'ONU souligne les violations à « *large échelle* » de l'embargo sur les armes visant les houthistes et « *condamne la fourniture d'armes* » aux rebelles yéménites, soutenus par l'Iran. Pour autant, Téhéran dément leur fournir du matériel militaire, relate Ouest-France.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont bombardé les rebelles Houthis au Yémen - AFP 12 janvier 2024

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont mené dans la nuit des frappes aériennes contre les rebelles Houthis au Yémen qui multiplient depuis des semaines les attaques contre le trafic maritime international en mer Rouge en "*solidarité*" avec les Palestiniens de Gaza, territoire ravagé par la guerre entre Israël et le Hamas.

Les frappes américano-britanniques ont visé des sites militaires dans plusieurs villes contrôlées par les Houthis, a indiqué la chaîne de télévision de ce groupe rebelle membre de "*l'axe de la résistance*", regroupement de mouvements armés hostiles à Israël et établis par l'Iran qui comprend également le Hamas palestinien et le Hezbollah libanais.

La capitale Sanaa et la ville portuaire de Hodeida, où les correspondants de l'AFP ont dit avoir entendu plusieurs explosions, ainsi que Taëz et Saada ont été visées.

Les frappes ont été menées à l'aide d'avions de combat et de missiles Tomahawk, ont indiqué plusieurs médias américains, Washington disant avoir bénéficié aussi du soutien de l'Australie, du Canada, des Pays-Bas et de Bahreïn. De son côté, Londres a dit avoir déployé quatre avions de combat Typhoon FGR4 pour frapper avec des bombes guidées au laser les sites de Bani et Abbs, d'où les Houthis "*lancent*" des drones.

"*Notre pays fait face à une attaque massive par des navires américains et britanniques, des sous-marins et des avions*", a réagi le vice-ministre des Affaires étrangères des Houthis, Hussein Al-Ezzi, cité par les médias du mouvement.

"*Les Etats-Unis et le Royaume-Uni doivent se préparer à payer un prix fort et supporter les lourdes conséquences de cette agression*", a-t-il menacé.

De son côté, l'Iran a condamné vendredi les frappes aériennes américaines et britanniques, y voyant une "*action arbitraire*" et une "*violation flagrante de la souveraineté*" du Yémen.

Ah ces chers libertariens au service de la liberté d'expression et des peuples ! Les pires réactionnaires.

Elon Musk fait supprimer un compte du Hamas sur X au nom d'une « règle » liée à l'ONU - Numerama 9 janvier 2024

Elon Musk a beau se considérer comme un intraitable partisan de la liberté d'expression, il accepte en réalité bien plus de limites qu'il ne veut bien le reconnaître. Dernier exemple en date : un compte sur X (ex-Twitter) en lien avec l'organisation terroriste du Hamas a été suspendu. C'est ce que rapporte Business Insider le 9 janvier.

Elon Musk a confirmé la suppression d'un compte Twitter lié au Hamas, au nom d'une règle liée à l'ONU. L'organisation n'étant pas reconnue par les Nations unies, elle peut être boutée hors du réseau social. Numerama 9 janvier 2024

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

"Un gouvernement plus à droite que tous les précédents", en Israël, non, en France. Le pire est toujours à venir, c'est la seule certitude qu'on a.

J-C - A force d'être toujours plus à droite, on se demande pourquoi il n'était pas devenu d'extrême droite, hormis pour sauver les apparences et ménager les opportunistes qui vont pouvoir continuer à bouffer à la table de Macron et de la Ve République...

On ne va pas s'éterniser sur ce sujet sans grand intérêt. Des infos pêle-mêle.

- Gabriel Attal, le Premier ministre censé incarner le renouveau du dépassement des clivages se voit flanqué d'un gouvernement plus à droite que tous les précédents sous Emmanuel Macron grâce à des symboles... De l'ancien monde. [huffingtonpost.fr](https://www.huffingtonpost.fr) 12 Janvier 2024

- Le virage vers la droite opéré avec le remaniement n'a échappé à aucun commentateur politique. Sur les 14 ministres nommés au gouvernement Attal, 8 ont été membres de l'UMP ou des Républicains et même deux d'entre eux ont été ministres sous Sarkozy : Rachida Dati a été garde des Sceaux de 2007 à 2009 et Bruno le Maire siégeait à l'Agriculture de 2009 à 2012. Les autres ont tous eu leur carte membre à l'UMP comme Gérard Darmanin, Catherine Vautrin, Sébastien Lecornu, Christophe Béchu, Aurore Bergé et Marie Lébec. [linternaute.com](https://www.linternaute.com) 12 Janvier 2024

France. Le régime absolutiste se dote du clone féminisé de son une souverain.

Gabriel Attal : Les associations LGBT saluent le « symbole fort » de la nomination d'un Premier ministre gay - 20 Minutes avec AFP 10 janvier 2024

S'il est issu de la gauche, c'est avant tout un macroniste pur jus, qui a su endosser les thématiques de la droite au ministère de l'Education nationale.

Gabriel Attal passe par Sciences Po Paris, il milite d'abord au Parti socialiste. Il a à peine 23 ans lorsqu'il intègre le cabinet de Marisol Touraine, alors ministre de la Santé de François Hollande.

«Dès 2016, il rejoint En Marche, le parti d'Emmanuel Macron. Puis, l'année suivante, il est élu député des Hauts-de-Seine. Il entre au gouvernement en 2018 comme secrétaire d'État à la jeunesse, à seulement 29 ans. Il est ensuite nommé porte-parole sous Jean Castex entre 2020 et 2022 [durant la Covid-19] et lors de la réélection d'Emmanuel Macron, le président lui propose le portefeuille des relations avec le Parlement. Mais, il envisage de retrouver son siège à l'Assemblée nationale», rappelle Europe 1.

"Bruno et Gérald ont hurlé" : pourquoi l'annonce de la nomination d'Attal à Matignon a traîné - BFMTV 9 janvier 2024

Gabriel Attal est désormais officiellement Premier ministre. Mais cette promotion a été contestée en coulisses par Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, Edouard Philippe, François Bayrou et Alexis Kohler.

Les deux auraient exigé de ne pas être sous les ordres de Gabriel Attal, qui devient ce mardi le plus jeune Premier ministre de la Ve République. *"Ils veulent le ministère des Affaires étrangères ou ils sortent"*, croyait savoir un cadre de la majorité en amont de la nomination.

"Bruno Le Maire n'a pas envie de bosser pour un gamin de 34 ans", lance un membre de la majorité proche de l'actuel ministre de l'Économie. *"Il n'est pas du tout mûr"*, ajoute un conseiller de Bercy.

Alors pourquoi ce choix de Gabriel Attal par Emmanuel Macron? *"Pour cramer son héritier car il ne veut pas d'héritier"*, conclut un proche du président de la République. *"C'est aussi simple que cela."*

"Il vient du PS tout ayant su 'en même temps' avoir des positions d'autorité. C'est donc un retour aux sources du macronisme", confie l'entourage du président à BFMTV.

Vive l'économie de guerre !

Lecornu appelle armées et industriels à "prendre des risques" - AFP 8 janvier 2024

Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a appelé lundi les armées et l'industrie de défense à *"prendre des risques"* et mener une *"rupture culturelle"* dans un monde en proie à des bouleversements géopolitiques radicaux.

Ardent défenseur d'une loi de programmation militaire (LPM) historique, en hausse de 40% pour 2024-2030, M. Lecornu a rappelé l'importance de l'économie de guerre.

Ce "n'est pas qu'un slogan, c'est devenu une nécessité, une condition même, pour notre industrie de défense qui repose beaucoup sur l'export, et doit donc s'adapter aux demandes de ses clients, et au premier chef l'armée française, qui attendent des livraisons toujours plus importantes et plus rapides dans des enveloppes maîtrisées".

Les industries européennes peinent notamment à fournir la quantité nécessaire d'armements à l'Ukraine, face à la Russie.

Le ministre a, par ailleurs, évoqué la nécessité de se déployer *"plus encore vers l'Indopacifique et le Golfe, où nos partenaires stratégiques attendent une présence plus forte encore de la France"*.

L'*"Indopacifique"* désigne une vaste zone couvrant les océans Indien et Pacifique, théâtre de tensions internationales croissantes entre Pékin et Washington, et où la France, forte de ses

territoires d'Outre-mer, entend développer sa présence au côté de partenaires régionaux. AFP
8 janvier 2024

Le choix Attal : l'hyperprésidentialisme macronien au défi de l'absence de majorité parlementaire - theconversation.com 9 janvier 2024

Le fait majoritaire, pilier du présidentielisme.

La V^e République repose depuis 1962 sur un socle solide : le « *fait majoritaire* ». Le chef de l'exécutif, élu au suffrage universel direct, dispose dans ce cas d'une majorité solide au Parlement pour faire voter les lois correspondant à l'application de son programme. Et si la majorité parlementaire renâcle sur certains sujets, les mécanismes du parlementarisme rationalisé (dont le plus connu est le fameux article 49-3 permettant l'adoption d'une loi sans vote) obligeront les éventuels frondeurs de la majorité présidentielle à se soumettre.

On a pensé que les institutions de la V^e République seraient affaiblies le jour où la majorité présidentielle et parlementaire discorderaient. Pourtant, les trois cohabitations (1986-88 ; 1993-95 ; 1997-2002) sont venues prouver que la France pouvait être dirigée, chaque tête de l'exécutif assumant toute l'étendue de ses fonctions.

Affaiblissement du rôle du Premier ministre

Néanmoins, la classe politique a souhaité en 2000 mettre fin à cette situation en raccourcissant le mandat présidentiel à cinq ans, et en inversant le calendrier électoral. Le but était de faire des élections législatives qui suivent l'élection d'un nouveau Président une sorte de ratification par le peuple de la présidentielle, profitant, notamment, d'un découragement des électeurs d'opposition qui laissent se (sur)mobiliser l'électorat du Président élu. Cela lui laisse une majorité absolue pour gouverner et appliquer son programme.

Le fait majoritaire en sort renforcé, puisque le programme du Président devient de facto le programme législatif, le Premier ministre est réduit au rang de « *collaborateur* » du Président, chargé d'appliquer fidèlement la ligne fixée à l'Élysée.

Le management politique selon Emmanuel Macron

Dès lors, Emmanuel Macron peut gérer le pays comme un PDG. Il s'entoure d'une garde rapprochée qui lui sert de conseil d'administration, opaque aux Français, et peut changer de directeur général (qu'on appellera ici Premier ministre) très librement (déjà le quatrième en 6 ans et demi alors qu'en moyenne sous la V^e, les Premiers ministres restent en poste 2 ans et 10 mois) pour redynamiser l'équipe – le gouvernement chargé de remplir les objectifs que le PDG lui assigne. Le Parlement ressemble alors furieusement à une assemblée générale des actionnaires ne servant que de chambre d'enregistrement, du moins si on maîtrise les droits de vote de plus de 50 % des actionnaires.

Impasses d'un hyperprésidentialisme sans majorité

Toute cette belle mécanique se grippe dès qu'il n'y a plus de majorité absolue. Depuis un an, l'exécutif peine à dégager des majorités pour voter les textes essentiels. Il use et abuse des

votes par 49-3 et s'est livré à des concessions idéologiques à l'extrême droite afin de faire voter la loi sur l'immigration. Ce passage en force s'est fait en tordant les abatis à ce qu'il est convenu d'appeler « *l'aile gauche* » des macroniens, et en tournant le dos au positionnement de campagne du candidat Macron. Celui-ci doit son élection à un appel à faire barrage à Marine Le Pen et avait déclaré aux électeurs de gauche qui s'étaient ralliés à lui (par défaut) que ce vote « *l'obligeait* ».

Et voilà le Président Macron pouvant se vanter d'une loi votée qui a tout d'une victoire à la Pyrrhus. L'accouchement aux forceps de cette loi, loin de prouver l'aptitude à agir d'un Emmanuel Macron sans majorité parlementaire stable, est plutôt venu étaler ses faiblesses. S'il concède aux droites pour voter une loi, il perd sur sa gauche ce qu'il gagne là-bas, et des contestations se font alors entendre dans son propre camp.

Des défis identiques avec un nouveau Premier ministre

L'arrivée d'une nouvelle figure pour incarner la suite du quinquennat ne changera pas la situation politique. La quête d'une nouvelle voie/voix ressemble à un choix contraint : dans quelle impasse entrer ?

Car qui qu'il ait choisi, Emmanuel Macron restera le seul décisionnaire, l'hyperprésident qui décide de tout et qui est jugé redevable devant les électeurs. Car il continuera à être confronté au lourd défi de l'invention d'un récit, crédible, à offrir aux Français pour justifier son second quinquennat. Car se pose toujours la question, pour laisser une trace dans l'histoire, de ce qu'il incarne, et de l'existence ou pas d'un « *macronisme* », au sens d'ossature idéologique. Car la bonne idée qui le fit élire en 2017 du « *dépassement* » du clivage gauche-droite s'est largement transformée en un pragmatisme opportuniste qui brouille son positionnement, au point de faire percevoir son action comme « *de droite* », à la façon d'un Valéry Giscard d'Estaing, avec une politique économique très pro-business.

Il existe bien un guide qui sert de colonne vertébrale à Emmanuel Macron, même s'il ne clame jamais haut et fort, et que cela ne constitue pas un outillage idéologique : le rapport « *Attali* » de la Commission pour la libération de la croissance française. Commandé par Nicolas Sarkozy – alors président, son rapporteur était un jeune énarque ambitieux, un certain... Emmanuel Macron.

Relire aujourd'hui ce rapport de 2008, c'est y retrouver tous les mantras du discours macronien :

- « *Favoriser l'épanouissement de nouveaux secteurs clés* » (c'est la fameuse start-up nation)
- « *Faciliter la concurrence, la création et la croissance des entreprises, par la mise en place de moyens modernes de financement, la réduction du coût du travail et la simplification des règles de l'emploi* »
- « *Créer les conditions d'une mobilité sociale, géographique et concurrentielle. De permettre à chacun de travailler mieux et plus, de changer plus facilement d'emploi* » (les réformes successives de l'assurance chômage par exemple)
- « *L'État et les autres collectivités publiques doivent être très largement réformés. Il faudra réduire leur part dans la richesse commune (..) faire place à la différenciation et à*

l'expérimentation » (abolition de certains statuts dans la fonction publique, multiplication des dérogations et expérimentations à l'embauche des fonctionnaires...)

– «*Encourager la mobilité internationale (notamment par une procédure souple de délivrance de visas aux étudiants, aux chercheurs, aux artistes et aux travailleurs étrangers, en particulier dans les secteurs en tension)* ».

La mise en œuvre de ce catalogue de mesures rédigées en 2008 commence à s'épuiser, soit qu'elles aient été réalisées, soit qu'elles se heurtent à des freins politiques faute de majorité (comme pour la loi immigration), soient qu'elles ne soient plus d'actualité face aux nouvelles réalités du monde.

Attal, le style macronien à Matignon

Un dernier extrait de ce rapport vieux de 16 ans annonce aussi le style macronien :

« Avant de se lancer dans l'action, il ne faut pas que la main tremble. Le pouvoir politique sait que les Français veulent la réforme, qu'ils croient en la réforme si elle est socialement juste et économiquement efficace, et qu'ils attendent qu'elle soit conduite tambour battant ».

Emmanuel Macron ne cesse de répéter qu'il ne faut pas céder sur les réformes et face aux immenses protestations, comme on l'a vu pour la réforme des retraites. Et c'est là que le choix de Gabriel Attal fait sens, par rapport au style Elisabeth Borne, tout en retenu, en femme de dossier, fuyant les effets de manche au profit d'une posture technicienne un peu rugueuse.

Du peu qu'on a pu observer de son action en tant que ministre de l'Éducation, Gabriel Attal dessine le profil d'un excellent communicant, sachant se mettre en avant comme celui qui sait trancher, prenant des décisions fortes et symboliques rapidement, parlant haut et clair, pratiquant la triangulation en allant puiser des idéaux nostalgiques dans les discours des droites (pour prôner un retour à l'école d'antan largement mythifiée). Ces aptitudes au faire-savoir expliquent en grande partie sa nomination.

Gabriel Attal aura pour double mission de conduire la campagne électorale des élections européennes – qui s'annoncent périlleuses, et de faire ruisseler des éléments de langage prouvant que l'ambition réformiste macronienne reste intacte et sa concrétisation possible. Fidèle de la première heure, il doit toute sa carrière politique à Emmanuel Macron et incarne la jeunesse comme naguère son mentor. Gabriel Attal sera le directeur général mais aussi le directeur de la communication de l'entreprise et de la «*marque Macron* ». Mais pour combien de temps ? Quand l'hyperprésidentialisme se conjugue avec une logique managériale, où chaque ministre semble avoir un contrat d'objectifs, dans un contexte d'absence de majorité parlementaire et de gronde social, le turn-over s'accélère.

La marraine de l'ange Gabriel réagit à la nomination d'Attal(i).

Marisol Touraine : parismatch.com 9 janvier 2024

- Ça me fait plaisir.

- Ça donne une image de la France hyperpositive (...), c'est une belle nomination.
- Gabriel Attal est brillant et a un sens politique incroyable
- Et raconter une histoire politique. Il sait faire.
- Les défis sont nombreux mais il a les qualités personnelles et humaines pour les relever.
- On se voit toujours mais je n'ai pas à faire de commentaires publics sur cela.

Emmanuel Moulin, directeur de cabinet de Gabriel Attal : ce que dit ce choix stratégique - Le HuffPost 11 janvier 2024

« Actuellement Directeur général du Trésor, Emmanuel Moulin dispose d'une parfaite connaissance du fonctionnement de l'État, que le Premier ministre a pu constater lorsqu'il a travaillé avec lui comme ministre des Comptes publics », a précisé l'entourage du chef du gouvernement ce mercredi 10 janvier.

Le directeur de cabinet occupe une place centrale dans la mécanique de Matignon. Son choix recèle, donc, plusieurs enseignements. Le parcours d'Emmanuel Moulin, tout d'abord, en fait un expert économique.

Énarque, diplômé (entre autres) de Sciences-Po et de l'Essec, il a été administrateur suppléant à la Banque mondiale à Washington entre 2000 et 2003, puis secrétaire général du Club de Paris, avant de se lancer dans le privé, comme banquier senior chez Citigroup. Après un passage au cabinet de Christine Lagarde à Bercy en 2007, il rejoint l'Élysée en 2009 comme conseiller du président Nicolas Sarkozy.

Il quitte le Palais après l'élection de François Hollande, puis retrouve le ministère de l'Économie - qu'il connaît comme sa poche, pour y avoir occupé presque toutes les fonctions, selon L'Obs - sous Bruno Le Maire quelques années plus tard.

« Emmanuel Macron impose Emmanuel Moulin pour assurer une continuité malgré le départ du ministre », anticipe en ce sens un conseiller ministériel auprès de L'Opinion.

Le nouveau dircab du Premier ministre est proche du très puissant secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler, bras droit d'Emmanuel Macron depuis 2017.

Dans ce contexte, il n'en fallait pas plus à certains pour voir la main d'Emmanuel Macron derrière cette nomination à Matignon, lui qui n'a guère laissé de latitude à ses Premiers ministres successifs pour choisir leur propre directeur de cabinet. « C'est clairement le choix de l'Élysée », commente ainsi un conseiller de l'exécutif dans Politico.

Rachida Dati, même une chèvre pourrait faire l'affaire.

- Rachida Dati «*n'y connaît rien mais c'est pas grave*», a déclaré l'ancien ministre de la Culture Frédéric Mitterrand, invité de RTL ce vendredi. Il suffit de «*savoir comment marche l'État et avoir autour de soi des gens très compétents et très capables*». lefigaro.fr 12 janvier 2024

- *Les Échos* affirment ainsi que c'est Emmanuel Macron qui, en vue notamment des élections européennes, aurait lui-même mené les discussions "en direct", proposant au passage à Rachida Dati d'être la candidate macroniste à Paris en 2026. Selon le quotidien économique, Gabriel Attal aurait, lui, été mis devant le fait accompli, l'Élysée ne l'ayant averti sur ce point qu'en fin de journée. Ambiance. internaute.com 12 janvier 2024

- “*En Marche, c'est quoi ? C'est des traîtres de gauche et des traîtres de droite. Ceux qui sont aujourd'hui à La République en Marche, ils viennent d'où? Du PS ou des Républicains. Ça se réduit à quoi en Marche? À Emmanuel Macron*”, avait-elle déclaré en juin 2021 sur France Inter.

“*Macron, il n'y a pas de cap, pas de direction, pas de projets*”, avait-elle déclaré sur LCI en juin 2021.

Sur RMC il y a deux ans et demi pour attaquer vivement ses futurs collègues.

“*Quelle est la vision de La République en Marche? À chaque fois, ils essayent de nous braquer avec des pistolets en plastique ou de grimper sur notre porte-bagage. À chaque échéance*”, indiquait-elle. bfmtv.com 12 janvier 2024

Rachida Dati est mise en examen à Paris depuis le 22 juillet 2021 pour « *corruption passive* », « *trafic d'influence passif* » et « *recel d'abus de pouvoir* », dans une affaire mettant également en cause Carlos Ghosn, l'ancien patron de l'alliance Renault-Nissan-Mitsubishi. lepoint.fr 12 janvier 2024

Le PS ou Renaissance de l'Ancien Régime.

Marie Lebec ministre des Relations avec le Parlement

Diplômée de Sciences Po Bordeaux, fervente sarkozyste en 2007 et 2012 mais attachée parlementaire d'un député PS entre 2014 et 2016. Elle avait rejoint En Marche! à sa création, en avril 2016.

Stéphane Séjourné ministre des Affaires étrangères

Il vient du PS où il était Strauss-Khanien et a été conseiller d'Emmanuel Macron quand il était ministre de l'Économie, sous François Hollande.

Quand des agents des institutions se font passer pour la gauche ou « *changer la vie* » sans changer de régime.

Tribune collective. « Notre résolution en 2024 : que la gauche change (vraiment) nos vies » - Le HuffPost 11 janvier 2024

Ce texte est co-écrit par : Mahaut Chaudouët-Delmas, militante féministe ; Priscillia Ludosky, militante engagée pour la justice sociale et environnementale ; Samuel Grzybowski, activiste et entrepreneur social.

J-C – Ils sont liés à Macron ou aux institutions de la Ve République, à l'ONU ou à l'oligarchie financière anglo-saxonne (Rothschild). Ils sont wokes, leur humanisme est la politesse des salauds, porte-parole du mondialisme, partisans de la NUPES. A bas la NUPES, vive la classe ouvrière organisée et indépendante !

Je n'ai pas le temps de commenter leur texte. Une grille de lecture.

En gros leur méthode éculée consiste à partir d'un constat politique qu'on peut tous partager en grande partie, histoire de mettre les lecteurs en confiance. Ensuite vient se mêler des lieux communs et des contrevérités qui vont servir à justifier leur orientation politique opportuniste qu'ils assument. D'où le manque d'intérêt d'y consacrer plus de temps, il suffit de lire pour comprendre quelles sont leurs véritables intentions : Gouverner pour le compte du capital en bénéficiant en retour de la gratitude de leurs maîtres pour service rendu. Il n'y a rien à attendre de ces gens-là.

Mahaut Chaudouët-Delmas

Diplômée de l'ENS et titulaire d'un Master d'Affaires publiques de Sciences-Po (2016), elle travaille au Haut conseil à l'égalité où elle est notamment rapporteuse de l'état des lieux du sexisme en France, travail remis annuellement au Premier ministre. Elle réalise aussi des podcasts politiques ("*Les Ombres*" – Slate.fr (depuis 2022), "*Regarde-moi bien*" – Fondation des femmes, 2021) et autrice de "*Demain ne peut qu'être féministe*" (2022).

Priscillia Ludosky

Priscillia Ludosky est une militante française connue pour être une des initiatrices et une figure du mouvement des Gilets jaunes.

En 2016, elle fonde une entreprise de vente de produits cosmétiques, Fall in Cos'. Elle vit à Savigny-le-Temple où elle gère une petite boutique, ainsi que son commerce en ligne fondé sur la vente de cosmétiques bio et de produits d'aromathérapie.

Lors des élections européennes de 2024, elle est présente sur la liste des Écologistes.

En 2022 elle rejoint l'Académie des futurs leaders, une école de formation en politique, projet d'Alice Barbe.

Alice Barbe.

Alice Barbe est une entrepreneure sociale française.

Alice Barbe reçoit en 2018 le prix de l'entrepreneure sociale de l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ) puis la même année est sélectionnée comme Obama Scholar, Emerging leader de la Fondation Obama qui lui offre une année à New York à Columbia University pour y développer Singa.

Alice Barbe est également membre du comité de sélection de l'initiative Marianne pour les défenseurs des droits Humains initiée par le président Emmanuel Macron.

Elle cofonde l'Académie des Futurs Leaders en 2021. L'Académie des Futurs Leaders offre un cursus intensif tourné vers l'engagement politique, et invite des personnalités à partager leur expérience, notamment François Hollande, Omezzine Khelifa, Zack Exley ou Najat Vallaud-Belkacem.

<https://www.academiedesfutursleaders.com/apropos>

Le Conseil d'Administration

Nils Pedersen

Il est membre du conseil de direction du réseau français du SDSN (Sustainable Development Solutions Network), sous l'égide des Nations unies

Il est membre de la plateforme RSE au titre du Global Compact France. La Plateforme RSE, plateforme nationale d'actions globales pour la responsabilité sociétale des entreprises, est une instance de concertation multi parties prenantes placée auprès du Premier ministre, dont le secrétariat est assuré par France Stratégie. Il est co-rapporteur d'un avis de la Plateforme RSE publié en février 2023.

Il est membre du Haut Conseil à la vie associative, collègue des experts associatifs, par arrêté du Premier ministre en date du 01/10/2021

Par arrêté du Premier ministre du 1er octobre 2021, il est désigné expert associatif au sein du Haut Conseil à la vie associative, instance de consultation chargée de formuler des propositions touchant le développement de la vie associative. Le Haut Conseil à la vie associative, ou HCVA est une instance de consultation placée auprès du Premier ministre.

Il participe, au sein de la Délégation française, au Forum politique de haut niveau, forum intergouvernemental annuel organisé par l'ECOSOC au cours duquel les pays examinent et rendent compte des progrès accomplis vers la réalisation des objectifs de développement durable auprès des Nations unies. Le Conseil économique et social, est un des six organes principaux de l'ONU, créé d'après le chapitre X de la Charte des Nations unies.

Dans le cadre d'une étude européenne publiée en 2019 par le Social Good Accelerator, il plaide pour que transition écologique et transition numérique deviennent les marqueurs d'une

politique ambitieuse en faveur du bien commun de la nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Samuel Grzybowski

Samuel Grzybowski est un militant associatif et entrepreneur social français.

Il est enseignant en économie sociale à Sciences Po Paris depuis 2019, et secrétaire national du Mouvement Impact France depuis 2020.

En 2013, il suit au mois d'août une formation en entrepreneuriat social et médiation interculturelle à la Cambridge Judge Business School dans le cadre d'un programme de fellowship financé par les fondations Edmond de Rothschild.

Il est directeur de campagne de Lumir Lapray (NUPES) lors des élections législatives françaises de 2022, dans la deuxième circonscription de l'Ain.

Leur tribune, j'ai supprimé l'écriture inclusive de ces démagogues professionnels.

Seuls 18 % des Français estiment que les décisions prises par les politiques ont un impact positif sur leur vie. L'abstention est toujours plus forte à chaque élection, particulièrement chez les plus jeunes. Nous entamons tout juste cette nouvelle année et tout porte déjà à croire que l'espoir n'est plus. Que nos vies, celles de nos enfants, que notre avenir collectif, ne pourront désormais plus changer. Nous nous dirigeons, passifs, vers une existence d'inégalités toujours plus incompressibles, de désirs toujours plus irréconciliables, de dangers toujours plus irréversibles. Une existence de guerres centenaires, de haine, de peur, de colère, de solitude. Nous errons, las, dans l'ersatz de société qui nous a été imposé. Nous avons le sentiment que les ennemis qui l'ont organisé sont trop puissants, riches, corrompus, invisibles, intouchables, pour en changer le cours. Le vote est inutile. La rue est inutile. La machine infernale est lancée depuis trop longtemps. Les enjeux sont trop gros, trop complexes, trop emmêlés. La lassitude est trop forte, l'injustice trop épaisse, trop ancienne.

Au cœur de cet accablement, nous rêvons encore. Au cœur de cet accablement, nous cherchons la gauche.

Renaître

La gauche est autant majoritaire dans la société que le concept même de « gauche » est rejeté. Car si nous ne croyons plus en la gauche politique, nous adressons toujours plus fort les messages qu'elle est censée porter : démocratie continue, partage des richesses et du pouvoir, lutte contre les injustices sociales, raciale, générationnelle, climatique, de genre. Nous actons la coalition des luttes, féministe, écologiste, antiraciste, sociale, tous les jours dans la rue, sur les réseaux sociaux, dans le débat public. Des Gilets jaunes à la « *génération 49.3* », nous organisons, depuis longtemps, un vaste mouvement politique.

Renaître

La gauche est autant majoritaire dans la société que le concept même de « gauche » est rejeté. Car si nous ne croyons plus en la gauche politique, nous adressons toujours plus fort les

messages qu'elle est censée porter : démocratie continue, partage des richesses et du pouvoir, lutte contre les injustices sociales, raciale, générationnelle, climatique, de genre. Nous actons la coalition des luttes, féministe, écologiste, antiraciste, sociale, tous les jours dans la rue, sur les réseaux sociaux, dans le débat public. Des Gilets jaunes à la « *génération 49.3* », nous organisons, depuis longtemps, un vaste mouvement politique.

Nous pourrions croire encore en la capacité de la gauche à changer le cours des choses, si seulement elle se changeait elle-même.

Dans une trajectoire parallèle qui ne nous croise jamais, la gauche se contente de jouer le rôle qu'on attend d'elle. Après avoir, pendant trop d'années, pactisé avec le diable libéral, voilà qu'elle se contente de rester dans l'opposition, fauteuil confortable qui lui permet de garder un espace de parole et des financements sans trop se mouiller. Après avoir, pendant trop d'années, marché désunie en dépit des appels infatigables de ses électeurs, voilà qu'elle coupe court à l'espérance qu'a été, moins d'un an, la NUPES. Nous pourrions croire encore en sa capacité à changer le cours des choses, si seulement elle se changeait elle-même.

Réconcilier

Nous parlons d'une gauche ouverte sur le monde, accueillante envers les différences, inondée de joie par l'optimisme du monde qui vient. Une gauche dont la NUPES est un plancher, pas un plafond. Une gauche ancrée dans les luttes coalisées, une gauche qui fait se réconcilier activisme et entrepreneuriat, social et écologique, démocratie et partis. Une gauche qui met un terme à la violence de ses organisations politiques, notamment sexiste et sexuelle. Une gauche qui fait participer les premiers concernés, une gauche qui s'incarne vraiment par des femmes, des jeunes, des personnes racisées, non-valides, LGBTQIA +.

Gagner

Pendant que nous rêvons, les projets mortifères de l'extrême droite par la haine et du libéralisme par l'écocide avancent à grands pas. Nous avons plus que jamais besoin d'un projet politique qui protège la vie, la paix, l'humanisme et défend la justice, l'harmonie, l'égalité contre l'extrême identité ou l'extrême argent. Nous avons plus que jamais besoin d'une gauche forte et ouverte, qui unisse syndicats, activistes, résistants, intellectuels et ouvriers pour gagner la bataille culturelle et politique, pour répondre aux urgences écologique, sociale et démocratique. Une gauche qui soit ancrée à gauche.

Actons la saison 2 d'une NUPES durable !

Pour qu'il y ait ce futur, pour que la vie persiste, nous devons impérativement gagner. Nous devons prendre et exercer le pouvoir comme nous l'avons fait tout au long de notre histoire en choisissant d'adopter des mesures impossibles mais nécessaires dans cette longue généalogie de l'abolition des privilèges (1789) et de l'esclavage (1848), de la Commune (1871), des droits humains (1789), de la limitation du temps de travail hebdomadaire à 60h (1893), 48h (1919), 40h (1936), 39h (1982) et 35h (1998), du droit au repos à la retraite à partir de 65 ans (1910), puis 60 ans (1983), du congé maternité (1981), des congés payés de 2 semaines (1936), 3 semaines (1950), 4 semaines (1969) et enfin 5 semaines (1982), de la sécurité sociale pour tous (1945), du SMIC (1950), de l'assurance chômage (1958), du droit à l'avortement (1975), et du mariage pour tous (2013).

Pour que cette histoire continue, pour que la généalogie ne s'arrête pas là, nous, activistes pour le climat, artisans des luttes pour l'égalité, démocrates convaincus, acteurs des transitions territoriales, devons sortir de notre impuissance. Nous avons une résolution : celle de gagner, unis, en 2026 puis 2027. Actons la saison 2 d'une NUPES durable, nous en avons plus que jamais besoin !

J-C – Définitivement : Non merci, on ne combat pas dans le même camp.

A bas les vaccinations forcées ! Liberté.

Papillomavirus : comment expliquer l'échec de la campagne de vaccination dans les collèges ? - France Info 11/01/2024

La campagne contre les "HPV", lancée à la rentrée dernière, est pour le moment loin des objectifs affichés par le gouvernement. Le manque de communication est notamment en cause.

Cette campagne est même un flop, avec moins de 10% d'élèves qui ont reçu une première dose de vaccin, reconnaît le ministère de la Santé. L'objectif initial, plutôt modeste, était d'atteindre 30% d'élèves de 5e vaccinés contre les papillomavirus. France Info 11/01/2024

Allemagne.

Manifestations et grèves en Allemagne

<https://reseauinternational.net/manifestations-et-greves-en-allemande/>

Grève des trains en Allemagne : pas de sortie de crise - fr.euronews.com 11/01/2024

La grève entamée mardi soir par les conducteurs de train se poursuit et se poursuivra jusqu'à vendredi, selon leur principal syndicat, à moins d'une offre intéressante sur les augmentations de salaire et la réduction du temps de travail hebdomadaire.

Le mouvement actuel est très suivi, puisque 80% des trains sont annulés. Le dialogue est néanmoins bloqué car l'entreprise affirme qu'il est impossible de répondre à la demande de réduction de temps de travail des employés, qui souhaitent une semaine de 35 heures, au lieu de 38, sans réduction salariale.

Les conducteurs de trains de marchandise pourraient eux aussi cesser le travail, ce qui fait craindre des conséquences sur les chaînes d'approvisionnement. Un défi supplémentaire pour le gouvernement, qui doit déjà faire face aux actions de blocage des agriculteurs.

Allemagne : le pays paralysé par les grèves des cheminots et des agriculteurs - francetvinfo.fr 10/01/2024

Mercredi 10 janvier, il n'y a presque aucun train dans toute l'Allemagne. Au cœur du conflit des cheminots : le temps de travail et les salaires. Mais, fait exceptionnel, le dialogue social ne fonctionne pas.

La situation est encore plus tendue avec les agriculteurs. Chaque jour, ils bloquent des routes et des centres-villes pour protester contre la suppression d'une subvention sur le diesel agricole. La semaine dernière, la situation a dégénéré. Des agriculteurs ont attaqué un ferry sur lequel se trouvait le ministre de l'Économie, l'obligeant à reprendre la mer. Une action violente inédite en Allemagne dans ce genre de conflits.

En Allemagne, un raz de marée d'agriculteurs en colère déferle sur les autoroutes - Le HuffPost 8 janvier 2024

L'Allemagne s'est réveillée, ce lundi 8 janvier, avec des milliers de tracteurs sur ses routes, alors que les agriculteurs ont appelé à « bloquer » le pays contre un projet de suppression des subventions du diesel dans l'agriculture.

À la veille de cette mobilisation soutenue par la Fédération des agriculteurs allemands (DBV), principal syndicat agricole, les autorités allemandes appréhendaient auprès du quotidien Bild « *peut-être la plus grande manifestation de l'histoire d'après-guerre* ».

À noter que les agriculteurs ne sont pas les seuls dans la rue ce lundi. Selon Bild, des bouchers, boulangers et autres artisans manifestent aussi « *contre les charges fiscales élevées, par exemple la levée du plafonnement des prix de l'électricité et du gaz et l'augmentation de la TVA (19 %) dans les restaurants* ». Les conducteurs de train ont aussi appelé à une grève de trois jours à partir de mercredi, après l'échec de négociations sur les salaires et le temps de travail avec l'opérateur public Deutsche Bahn (DB), a annoncé dimanche le syndicat GDL.

Papouasie-Nouvelle-Guinée

J-C - Tout est dit ici, encore un peuple victime du colonialisme et de la pauvreté, de l'injustice sociale insupportable :

- Bien qu'elle soit dotée de vastes gisements de gaz, d'or et de minerais, les groupes de défense des droits de l'homme estiment que près de 40% de ses neuf millions d'habitants vivent encore sous le seuil de pauvreté. RT/AFP 11 janvier 2024

Papouasie-Nouvelle-Guinée : au moins 15 morts lors d'émeutes - RT/AFP 11 janvier 2024

Des violences ont éclaté le 10 janvier au soir dans la capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Port Moresby, après une manifestation d'un groupe de soldats, d'officiers de police et de gardiens de prison contre le gouvernement. Des foules en colère ont incendié des bâtiments

et saccagé des magasins au cours d'une nuit de chaos qui s'est rapidement répandue à quelque 300 kilomètres au nord, jusqu'à la ville de Lae.

Le commissaire de la police royale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, David Manning, a confirmé ce 11 janvier qu'au moins 15 personnes étaient décédées dans les deux principales villes du pays. Le principal hôpital de Port Moresby a traité 25 personnes blessées par balle, selon les chiffres fournis à l'AFP, ainsi que six autres présentant des lacérations causées par des «*machettes*».

Le Premier ministre James Marape a présenté ses excuses au pays, déclarant que les explosions d'«*anarchie*» ne seraient «*pas tolérées*». «*C'est votre pays autant que le mien. Enfreindre la loi ne permet pas d'obtenir certains objectifs*», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse.

À propos des émeutes, James Marape a indiqué que le pire était passé ce 11 janvier au matin, mais il a admis que «*la situation est encore tendue*» dans certains quartiers de Port Moresby. Des vidéos tournées dans la capitale par l'AFP ont montré des pillards se précipitant dans les magasins à travers les vitres brisées, mettant des marchandises volées dans des cartons, des chariots de supermarché et des seaux en plastique. Des bâtiments et des voitures ont été incendiés, selon les images de l'AFP, soulevant d'épais panaches de fumée noire qui planaient au-dessus des quartiers les plus touchés de la ville.

Le gouverneur de la région englobant la capitale, Powes Parkop, a estimé que les troubles représentaient un «*niveau de conflit sans précédent*» à Port Moresby, tandis que le Post Courier, un journal local, a parlé du «*jour le plus sombre*» de la ville. «*Ce qui est le plus important, c'est que nous devons mettre fin à ce conflit*», a insisté Powes Parkop sur une station de radio locale le 10 janvier, soulignant que «*personne ne sortira gagnant de ce type de troubles civils*».

Les forces de sécurité ont organisé une manifestation à l'intérieur du Parlement de Papouasie-Nouvelle-Guinée, après avoir constaté une baisse de leur salaire sans explication. Bien que le gouvernement ait rapidement promis de corriger ce qu'il a décrit comme un «*problème technique*», cela n'a pas suffi à empêcher les civils mécontents de se joindre au tumulte.

Cette explosion de violence met en lumière l'instabilité de la vie en Papouasie-Nouvelle-Guinée, un pays en proie à la pauvreté et à un taux de criminalité élevé. Située à environ 200 kilomètres au nord de l'Australie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée est l'État le plus grand et le plus peuplé de Mélanésie. Bien qu'elle soit dotée de vastes gisements de gaz, d'or et de minerais, les groupes de défense des droits de l'homme estiment que près de 40% de ses neuf millions d'habitants vivent encore sous le seuil de pauvreté.

L'Australie a récemment conclu un accord de sécurité avec le pays, promettant d'aider ses forces de police à lutter contre le trafic d'armes, la contrebande de drogue et la violence tribale. «*Nous continuons à appeler au calme en ces temps difficiles*», a déclaré ce 11 janvier le Premier ministre australien, Anthony Albanese.

J-C - L'unique réponse aux problèmes sociaux : Sécuritaire, policière, répressive.